



Conseil économique et social

Distr. générale
12 novembre 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 17 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Centre arabe pour l'indépendance du judiciaire et de la profession juridique	2
2. Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro l'Esclusione Sociale	3
3. Catholic Medical Mission Board	6
4. Centro de Estudios Europeos	7
5. Comunicación cultural Women	8
6. Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur	9
7. International HIV/AIDS Alliance	11
8. International Police Association	13
9. Conseil juridique pour les organisations populaires	15
10. Saratoga Foundation for women	16
11. Word of Hope International	18



1. Centre arabe pour l'indépendance du judiciaire et de la profession juridique

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Le Centre arabe pour l'indépendance du judiciaire et de la profession juridique est une organisation non gouvernementale (ONG) établie en 1997 et dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social depuis 2000. Il est le coordonnateur de la Coalition arabe pour la Cour pénale internationale et le coordonnateur en Afrique du Nord de la Coalition pour une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples efficace. Il est membre du Barreau pénal international à La Haye et de la Commission internationale de juristes.

Objectifs et mission

Les objectifs du Centre sont les suivants :

- a) Appuyer et renforcer l'indépendance du judiciaire et de la profession juridique dans la région arabe;
- b) Aligner les législations nationales sur les instruments internationaux;
- c) Renforcer le judiciaire conformément aux normes de procès équitables et impartiaux stipulées dans les instruments internationaux;
- d) Diffuser les valeurs et principes relatifs aux droits de l'homme;
- e) Renforcer les principes de la justice pénale internationale et sa légitimité;
- f) Perfectionner le niveau de formation juridique dans la région arabe.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a participé à la dixième session du Conseil des droits de l'homme tenue en mars 2009. Il a présenté une étude sur les exécutions extrajudiciaires, les procès de militants, les procès extrajudiciaires et la violation de la liberté d'expression dans de nombreux États arabes, notamment Bahreïn, l'Égypte, la République arabe syrienne, le Soudan, la Tunisie et le territoire palestinien occupé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a participé aux débats du Conseil des droits de l'homme tenus à Genève du 14 au 21 mars 2008. À cette occasion il s'est entretenu avec un certain nombre de rapporteurs spéciaux, notamment le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et ses assistants, avec le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ainsi qu'avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le 22 décembre 2009 le Centre a envoyé au Conseil des droits de l'homme un rapport pour l'examen périodique universel de 2010; ce rapport portait sur la situation des droits de l'homme dans les États arabes. Il a également participé au deuxième atelier sur le thème « Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme : maximiser la participation de la société civile iraquienne », tenu à Erbil (Iraq) du 27 septembre au 1^{er} octobre 2010 par le Human Rights Law Centre de l'Université de Nottingham.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre coopère avec les organes des Nations Unies en apportant sa participation et sa contribution aux réunions du Conseil des droits de l'homme, et il est également en contact avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats concernant son intervention sur les violations du principe de l'indépendance du judiciaire et de la profession juridique dans certains États arabes, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Au cours de la période considérée, le Centre a organisé des cours de formation, des ateliers et des conférences pour demander la diffusion et le renforcement des principes de l'ONU et la mise en œuvre des chartes et déclarations de l'ONU.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Conformément à la résolution 65/206 de l'Assemblée générale sur le moratoire sur l'application de la peine de mort, le Centre a lancé une campagne intitulée « Vers la réduction de l'application de la peine de mort dans les États arabes », qui a commencé en 2010 et se poursuivra jusqu'en 2013. Elle cible les gouvernements arabes en leur demandant instamment de ratifier le Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Dans ce contexte le Centre a organisé un certain nombre de conférences régionales dans les États arabes.

Renseignements complémentaires

Le Centre a organisé une réunion consultative avec le Président de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et il s'est entretenu avec de nombreux dirigeants d'organisations de défense des droits de l'homme, des responsables d'organisations de la société civile égyptienne et des membres de la Coalition égyptienne pour la Cour pénale internationale le 7 mai 2012 en vue de consultations, d'observations et de discussions sur les mesures que doit prendre l'Égypte pour ratifier et accéder à la Cour, outre les débats sur les obstacles à la ratification et à l'accession par l'Égypte.

2. Assemblée delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro l'Esclusione Sociale

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

L'Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta Contro l'Esclusione Sociale (l'Assemblée des femmes pour le développement et la lutte contre l'exclusion sociale) est une association sans but lucratif de femmes, dont le siège est à Rome. Elle mène des activités dans différents pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques.

Objectifs et mission

L'Assemblée est une organisation qui se spécialise dans l'étude, du point de vue de l'égalité des sexes, des sociétés contemporaines fondées sur le savoir et qui s'efforce de combler l'écart dans l'interprétation des transformations mondiales et de promouvoir une sensibilisation plus grande au potentiel que représentent les femmes et aux obstacles à la réalisation de leur potentiel. L'Assemblée effectue des études et organise des formations et initiatives d'expérimentation dans les domaines du développement et de la lutte contre l'exclusion sociale en Europe et dans le monde afin de promouvoir une participation plus grande des femmes à la vie économique, politique et sociale et aux postes de responsabilité. L'Assemblée participe également au réseautage national et international en vue d'établir des liens durables entre les femmes actives dans différents domaines, notamment la recherche, l'élaboration de politiques et la société civile.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Assemblée contribue aux activités des Nations Unies directement ou par le biais de consultations avec les principales parties prenantes nationales et internationales (à savoir les ONG ou les réseaux de femmes et les organisations faitières telles que la Commission Huairou), y compris le Gouvernement italien. Les activités que mène l'Assemblée elle-même sont les suivantes :

- Une étude de projet d'un an, axée sur le lobbying et le réseautage en 2010 aux niveaux national et international, qui vise à définir, en coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, un projet de recherche commun sur la protection des droits des femmes migrantes appartenant aux communautés islamiques en Europe, projet qui sera financé par le Gouvernement italien;
- La participation volontaire à un atelier de rédaction du rapport associé au *Rapport sur le développement dans le monde 2012 : égalité des sexes et développement*, tenu du 21 au 23 septembre 2011 à Bellagio (Italie).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Assemblée a participé aux réunions des organes suivants :

- Comité chargé des organisations non gouvernementales (New York, 21-30 janvier 2008, session ordinaire). Participation de deux représentants et réunions parallèles avec les directeurs du Département des affaires économiques et sociales et d'autres ONG en vue de coopération future.
- Commission de la condition de la femme, cinquante-quatrième session (1^{er}-12 mars 2010). Activités préparatoires menées en coopération avec les ONG italiennes et le Gouvernement italien et manifestation parallèle fondée sur un programme d'études de 15 ans sur les femmes dans la prise de décision.
- Commission de la condition de la femme, cinquante-cinquième session (22 février-4 mars 2011). Cette coopération a débouché sur la contribution du Gouvernement italien, fondée sur une étude commune de quatre ans sur les femmes dans la science et la technologie; suggestions pour les conclusions convenues sur ce thème.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Assemblée a mené les projets suivants ou y a apporté sa collaboration :

- Étude initiale sur la pauvreté et l'exclusion sociale dans les zones rurales du Cameroun, Fonds international de développement agricole (FIDA), 2005-2008;
- Étude sur la gouvernance en Côte d'Ivoire, Banque mondiale, 2010-2011;
- Évaluation qualitative rapide au Togo sur l'égalité des sexes et la prise de décisions économiques, Banque mondiale, 2011;
- Étude de gouvernance au Sénégal, Banque mondiale, 2011;
- Préparatifs de la contribution de l'Assemblée à la sixième session du Forum urbain mondial, organisée par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, par des réunions et des études préliminaires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. Les chercheurs de l'Assemblée ont contribué à la mise en place et à l'évaluation d'outils permettant d'analyser la pauvreté dans l'environnement rural et l'autonomisation des femmes (voir le projet du FIDA et le projet de la Banque mondiale au Togo plus haut).

Objectif 3. Comme déjà mentionné, c'est le principal objectif de l'Assemblée qui promeut des études et des pratiques bien informées dans le monde (voir en particulier les quatre projets sur les femmes dans la science et la technologie, 2007-2015, et deux projets sur les femmes dirigeantes sur le marché du travail et la politique, 2005-2008, financés par la Commission européenne et les autorités publiques italiennes), et qui participe également aux groupes de consultation du Gouvernement italien.

Objectif 8. Plusieurs activités axées sur le développement économique et social sont fondées sur des partenariats entre les parties prenantes publiques et privées, notamment les ONG (par exemple les projets de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire et au Sénégal; « Les migrations et le retour, ressources pour le développement », le projet de coopération entre l'Organisation internationale pour les migrations et l'Italie entre 2005 et 2009, comprenant des études, des activités de formation et une assistance technique aux projets de développement conçus par des migrants marocains ayant des compétences extrêmement pointues, et un projet de formation en Italie à l'intention des entrepreneurs sociaux lituaniens, octobre 2009). L'Assemblée conçoit des projets faisant participer différents acteurs, notamment des universités, des entreprises, les autorités publiques et les associations, à des questions telles que les relations entre majorité et minorités, les technologies et les transports.

3. Catholic Medical Mission Board

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Catholic Medical Mission Board fournit des programmes de santé de qualité, sans aucune discrimination, aux personnes qui en ont besoin dans le monde entier. Au cours des 100 dernières années, elle a mis en place des programmes de santé durables, placé des bénévoles médicaux et fourni des médicaments essentiels dans plus de 110 pays. Elle coopère avec de nombreuses organisations confessionnelles et laïques dans certaines des zones les plus reculées du monde. Organisation indépendante sans but lucratif comprenant plus de 200 employés dans le monde, elle mène ses activités par l'intermédiaire de bureaux nationaux et régionaux en Afrique du Sud, à Haïti, au Honduras, au Kenya, en Ouganda, au Pérou, au Sud-Soudan et en Zambie. Elle accorde la priorité au renforcement des capacités nationales par l'assistance technique, les partenariats et le mentorat. Ses principaux domaines d'activité sont les suivants : la prévention et le traitement du VIH/sida, la santé maternelle et infantile, la prévention et le traitement du paludisme, la tuberculose, la gestion et le traitement des handicaps, la prévention du cancer du col de l'utérus et le renforcement des systèmes de santé.

Objectifs et mission

L'organisation envisage un monde où chaque vie humaine est précieuse et des services de santé de qualité sont accessibles à tous.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Catholic Medical Mission Board œuvre en faveur de la réalisation des objectifs 4, 5 et 6. À Haïti, au Pérou et en Zambie, la programmation vise spécifiquement à réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle grâce à des activités au niveau des communautés et des dispensaires pour faire connaître les bonnes pratiques nutritionnelles et la gestion intégrée des maladies d'enfance et à des formations et l'introduction de technologies appropriées pour soigner l'asphyxie néonatale. Au Pérou et en Zambie, l'organisation emploie la méthode Helping Babies Breathe (Aider les bébés à respirer) pour former le personnel des dispensaires et les accoucheuses rurales et leur apprendre les méthodes appropriées pour soigner l'asphyxie à la naissance.

L'organisation lutte contre le VIH/sida en Afrique du Sud, à Haïti, au Kenya, en Ouganda, aux Philippines, au Sud-Soudan et en Zambie. Les activités dans les dispensaires sont les suivantes : prévention de la transmission mère-enfant, traitement du VIH/sida et circoncision masculine. Elle offre des services globaux au niveau communautaire pour assurer la prévention efficace de la transmission mère-enfant, l'adhésion aux instructions du prescripteur et le changement de comportement. Elle mène également des activités de prévention et de traitement antipaludiques à Haïti et en Zambie [avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)]. L'organisation a soigné 35 000 personnes, atteint 50 000 personnes par ses messages sur la prévention du paludisme, vacciné 24 000 filles contre le cancer du col de l'utérus, fourni des soins de santé primaires à 11 000 enfants de moins de 5 ans et diffusé des messages sur la prévention du VIH/sida à

101 000 personnes. Depuis le dernier rapport quadriennal de l'organisation, des centaines de milliers de personnes en Afrique du Sud, à Haïti, au Kenya, en Ouganda, au Sud-Soudan et en Zambie ont été ciblées par les messages sur le changement de comportement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Catholic Medical Mission Board a participé à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement (septembre 2006) et à diverses manifestations liées.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est membre de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la prévention et le traitement du VIH chez les femmes enceintes et les mères et leurs enfants pour appuyer le Plan mondial visant à éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants en 2015 au plus tard et à maintenir les mères en vie.

4. Centro de Estudios Europeos

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

Le Centro de Estudios Europeos (« Centre d'études européennes ») est une ONG scientifique indépendante enregistrée au Registre national des associations de Cuba et il comprend des chercheurs et collaborateurs multidisciplinaires qui étudient les sciences sociales sous différents angles.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a participé au forum annuel organisé par l'Association cubaine des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des ressources n'étaient pas disponibles pour permettre au Centre de participer aux manifestations organisées par les Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

2009 : le Centre a apporté sa contribution au rapport élaboré pour l'examen périodique universel sur Cuba au Conseil des droits de l'homme et il a participé au forum de la société civile cubaine sur le thème des droits de l'homme à Cuba.

2010 : le Centre a participé aux universités d'été organisées par la Société cubaine pour le droit international de l'Union nationale des juristes cubains et le Comité international de la Croix-Rouge avec un document sur les prisons secrètes dans l'Union européenne et le droit international humanitaire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a mené des études, contribué à l'organisation des manifestations suivantes à l'appui des Objectifs du millénaire pour le développement et y a participé.

En 2008 le Centre a collaboré à l'organisation d'un séminaire international sur les questions d'actualité en Afrique et au Moyen-Orient, consacré notamment au contexte international et aux possibilités de coopération Sud-Sud en Afrique et au Moyen-Orient (Trinité, 24-26 juin) et y a participé.

En 2009 le Centre a :

a) Participé à un séminaire international sur le thème « Dix ans de partenariat stratégique entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Union européenne : évaluation et analyse prospective », organisé par le Centro Latinoamericano para las Relaciones con Europa à Santiago (5-6 Octobre) il a publié un livre sur cette même question (Santiago, Centro Latinoamericano para las Relaciones con Europa, 2010);

b) Participé à un séminaire organisé par un centre pour l'étude des migrations internationales avec une étude qui portait un regard critique sur la politique d'immigration de l'Union européenne;

c) Organisé une réunion scientifique sur le thème « Vers une politique d'immigration commune dans l'Union européenne, de La Haye à Stockholm » avec des spécialistes et des invités d'autres ONG.

En 2010 le Centre a organisé une session scientifique à l'intention des spécialistes et invités d'autres ONG sur les politiques environnementales de l'Union européenne et la publication d'un livre sur cette même question.

5. Comunicación cultural

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

Comunicación cultural œuvre depuis 39 ans à la promotion et à la diffusion des droits de l'enfant dans les médias au Mexique. Cette organisation a participé à des programmes visant à prévenir la maltraitance à l'égard des enfants, l'exploitation des enfants des rues et la prostitution d'enfants. Les médias ont une influence démesurée sur le développement et la diffusion de la culture sur près de 90 % de la planète et ne sont que des entreprises commerciales axées sur le profit.

Objectifs et mission

Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

- a) Promouvoir les droits de l'enfant;
- b) Accorder des bourses aux étudiants s'intéressant aux communications et aux diverses disciplines concernant les enfants;

- c) Promouvoir des campagnes et des dons pour appuyer des programmes spécifiques en faveur des enfants;
- d) Utiliser les médias pour promouvoir la cause des enfants.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation diffuse des informations sur les activités des programmes de l'ONU dans des communiqués de presse et dans ses domaines d'activité en faveur des enfants, de leurs parents et des enseignants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions sur les communications par les médias électroniques et l'Internet et l'enfance au Siège de l'ONU et à l'Office des Nations unies à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation s'est attachée à diffuser des informations sur les activités de l'ONU dans les pays hispanophones. Pour les bénévoles de Comunicación cultural, l'ONU représente un exemple pérenne de paix et de développement durable.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans ses ateliers sur la prévention des accidents, l'organisation fait connaître les objectifs du Millénaire pour le développement, en ce qui concerne notamment les enfants. Les enfants sont encouragés à utiliser des ordinateurs. À cette fin l'organisation recherche du matériel destiné à une utilisation collective dans les communautés marginalisées et a fait don de 30 ordinateurs à des groupes communautaires de 500 habitants chacun.

6. Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur

Statut consultatif spécial, 1996

Changements à signaler

Un formateur a été nommé pour renforcer les capacités des membres et des représentants régionaux aux commissions régionales en vue d'incorporer les perspectives locales relatives aux droits de l'homme et d'encourager l'utilisation des structures et programmes de l'ONU.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Congrégation, qui est présente dans 65 pays, fournit de nombreux services aux femmes et aux filles qui sont victimes de traite, forcées d'émigrer et opprimés par une pauvreté profonde grâce à l'approche double de la fourniture de services et des activités de plaidoyer. Elle a offert des refuges, des formations, des activités productrices de recettes et des ateliers de sensibilisation aux droits fondamentaux à 13 247 femmes et enfants dans les pays suivants : Bolivie (État plurinational de), Colombie, El Salvador, Inde, Kenya, Liban, Madagascar et Thaïlande. Trois grands

projets de justice économique sont axés sur la lutte contre la pauvreté, un travail décent et l'emploi. Des services sont fournis aux victimes de traite dans 20 pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la Congrégation ont participé aux sessions de la Commission du développement social (quarante-sixième à quarante-neuvième session), de la Commission de la condition de la femme (cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session), de l'Instance permanente sur les questions autochtones (septième à neuvième session), de la Commission du développement durable (seizième à dix-neuvième session), ainsi qu'aux soixante-deuxième et soixante-troisième conférences annuelles du Département de l'information/Organisations non gouvernementales, à la deuxième réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (15-16 décembre 2011) et aux neuvième, douzième et treizième sessions du Conseil des droits de l'homme.

Les principaux représentants de la Congrégation à New York ont assumé la présidence et la vice-présidence des comités des organisations non gouvernementales, notamment du Comité du développement social, du Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles, du Comité des ONG pour la lutte contre la traite des êtres humains. Lors du forum de la société civile des ONG qui précédait la quarante-septième session de la Commission du développement social, un membre de la Congrégation a présenté une pratique optimale sur le logement social à Cork (Irlande). Une déclaration écrite intitulée « Assurer l'intégration sociale : travail utile, protection sociale et logement social » (E/CN.5/2010/NGO/12) a été présentée. Les membres ont coopéré pour produire le document intitulé « L'intégration sociale en action » pour la quarante-huitième session de la Commission du développement social.

Un représentant de la Congrégation a fait un exposé à une manifestation parallèle tenue le 14 février 2011 sur la traite des êtres humains et la pauvreté : l'exploitation des migrants. Le projet Handcrafting Justice sur la justice économique a parrainé une manifestation parallèle tenue le 9 février 2011 sur l'élimination de la pauvreté grâce au commerce équitable : promotion d'une consommation équitable.

Le principal représentant de la Congrégation a fait un exposé à la manifestation parallèle, organisée le 18 octobre 2011 par la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales et consacrée aux répercussions sociales de la crise économique. Quatre déclarations communes ont été présentées à la Commission de la condition de la femme sur les questions concernant les filles.

La Congrégation a organisé et coparrainé deux manifestations parallèles : « Tenir les promesses que nous avons faites aux filles » le 3 mars 2010 et « La voix des filles : les promesses faites : examen à la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme » le 24 février 2011 (manifestation coparrainée avec les Missions permanentes de l'Irlande et de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies). Le 1^{er} avril 2010, le principal représentant de la Congrégation a fait un exposé à la réunion d'information du Département de l'information/organisations non gouvernementales sur le thème « L'éducation des filles pour mettre fin à la pauvreté ». La question de la traite des êtres humains a été abordée dans quatre déclarations communes présentées à la Commission de la

condition de la femme (E/CN.6/2008/NGO/25; E/CN.6/2009/NGO/44; E/CN.6/2010/NGO/4; E/CN.6/2011/NGO/62).

Deux déclarations écrites ont été présentées aux débats de haut niveau du Conseil économique et social : « Vision, investissement, mise en œuvre : égalité entre les sexes et autonomisation des femmes » en 2010 et « Le droit des filles à l'éducation » en 2011. Quatre déclarations communes sur la promotion et la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement, ont été présentées au Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Congrégation a pris part aux activités suivantes :

- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme : Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, 2008-2011
- UNICEF et le Groupe de travail des ONG sur la situation des petites filles, 2008-2011
- Organisation internationale du Travail : le plaidoyer en faveur de l'Initiative pour un socle de protection sociale auprès des États Membres et de la société civile, 2010-2011

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au total 1 097 971 femmes et enfants ont été les bénéficiaires des divers programmes mis en œuvre par la Congrégation pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

7. International HIV/AIDS Alliance

Statut consultatif spécial, 2000

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Alliance promeut la réalisation du programme du Conseil économique et social et de l'ONU en matière de développement en s'engageant aux niveaux national, régional et mondial dans la lutte contre le VIH/sida et les questions de santé liées telles que la tuberculose et la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. L'Alliance travaille en partenariat avec les organismes des Nations Unies tels que le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et d'autres organismes multilatéraux tels que le Forum mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Alliance a participé à de nombreuses réunions, notamment le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement (Accra, 2-4 septembre 2008) et la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale (New York, 23-29 septembre 2009).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Alliance coopère étroitement aux activités de l'ONU comme par exemple :

- Les groupes de travail et de référence ONUSIDA sur les droits de l'homme, la prévention, le suivi et l'évaluation;
- De nombreux projets d'ONUSIDA sur le VIH et les droits de l'homme, le coût de la mobilisation communautaire et le l'élaboration d'indicateurs de prévention;
- L'assistance technique fournie par ONUSIDA : plate-forme d'assistance technique pour l'amélioration de la coordination et le renforcement des capacités régionales dans la fourniture d'un appui technique aux organisations de la société civile dans l'utilisation des dons du Fonds mondial et l'élaboration de projets dans diverses régions (2009-2012);
- La coopération avec ONUSIDA pour introduire le cadre d'investissement stratégique dans la lutte contre le VIH (de 2011 à l'heure actuelle);
- Les études de la Banque mondiale sur le retour sur investissement et le suivi et l'évaluation;
- La participation aux activités de l'Organisation mondiale de la santé, notamment aux groupes d'élaboration de directives, à l'équipe de lutte contre la tuberculose, au Partenariat Halte à la tuberculose et aux études de suivi et d'évaluation;
- La participation aux groupes de travail interinstitutions et aux équipes spéciales sur la santé en matière de sexualité et de procréation et les liens avec le VIH/sida, sur les enfants et le sida, sur la protection sociale et la société civile;
- Le Fonds mondial : élaboration de systèmes communautaires pour renforcer le cadre et les indicateurs (2009; consultation des systèmes communautaires sur le Forum de partenariat pour le Fonds mondial (2011);
- L'assistance technique du PNUD sur l'égalité des sexes, les populations clefs, le suivi et l'évaluation et la prévention du VIH en Asie et en Europe de l'Est;
- L'assistance technique apportée par l'UNICEF en ce qui concerne les jeunes à risque, les enfants touchés par le VIH, le service de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud et du Sud-Est (2009-2011);
- L'examen par le FNUAP des indicateurs de prévention adoptés à la session extraordinaire de l'Assemblée générale (2010); l'examen des programmes de formation et des recommandations à l'intention des médecins militaires sur la prévention des infections sexuellement transmissibles et du VIH/sida (2008);
- Un séminaire de formation, organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sur un modèle d'intervention faisant appel aux pairs dans les États baltes (2009).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée l'Alliance a fourni de nombreux services pour promouvoir la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement.

8. International Police Association

Statut consultatif spécial, 1995

Introduction

L'International Police Association est une association indépendante qui rassemble sans distinction de grade, de sexe, de race, de couleur, de langue ou de religion des membres des services de police en activité ou à la retraite.

Objectifs et mission

La mission de l'Association est de créer des liens d'amitié et de promouvoir la coopération internationale.

Changements à signaler

L'Association compte de nouveaux membres avec l'admission des pays suivants : Arménie, Bosnie-Herzégovine, République de Moldova, Macao (Chine). Un vif intérêt a été exprimé par le Cameroun, le Cap-Vert, le Kazakhstan et l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Elle comprend à présent 63 pays sur tous les continents avec plus de 400 000 membres. En 2010 elle a été acceptée comme ONG auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation des États américains. En 2011 elle a resserré sa coopération avec l'Office européen de police.

Contribution à des activités des Nations Unies

Tous les ans quelque 40 séminaires sont organisés au centre d'éducation de l'Association en Allemagne sur des questions professionnelles et sociales, notamment la corruption, la criminalité organisée et la traite des êtres humains, la violence dans les quartiers déshérités, la criminalité juvénile, les changements démographiques, l'impuissance, la répression et la prévention, et la police et les droits de l'homme.

La Commission sociale de l'Association a fourni plus d'un million d'euros en assistance humanitaire directement aux zones affectées par les catastrophes naturelles comme par exemple les inondations en Australie, au Brésil, au Sri Lanka et en Europe centrale et de l'Ouest (Croatie, France, Hongrie, Pologne et Slovaquie), les tremblements de terre au Japon et en Italie, un incendie catastrophique en Israël qui a coûté la vie à des sauveteurs.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Commission des relations extérieures a continué d'assurer la représentation de l'Association aux réunions de l'ONU, notamment sur les enfants des rues, sous l'égide de l'Unesco à Paris et du Groupe interpartis pour les enfants des rues à

Londres (2010) ainsi qu'aux consultations régionales de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) qui ont culminé avec le Forum mondial « Au-delà de 2008 » où trois des résolutions présentées par l'Association ont été communiquées à l'ONU à New York. L'Association a présenté des déclarations verbales aux réunions de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui portaient sur les stratégies de la police permettant de lutter contre la traite des êtres humains et de prévenir les délits sexuels.

En 2009 l'Association a fait une déclaration sur des mesures efficaces de prévention du crime et de justice pénale pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants, participé aux réunions sur la condition de la femme, la prévention du crime et la justice pénale et les stupéfiants et apporté sa contribution à une note sur les activités des ONG à Vienne sur les travaux de l'ONUDC, qui a été présentée au Président de l'Assemblée générale.

En 2010 et 2011 le représentant de l'Association a participé à de nombreuses réunions sur la prévention du crime et la justice pénale : sur les stupéfiants, la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles, la prévention de crimes à l'égard des mineurs, la prévention de crimes en général et les droits des victimes. Il a également participé à une table ronde sur la coopération internationale dans la lutte contre la traite des êtres humains.

Le représentant de l'Association à Genève a fait rapport tous les mois sur la très lourde charge de travail entre 2008 et 2011. Il a participé aux réunions sur les droits de l'homme, notamment les droits de l'enfant et l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, aux sessions annuelles du Conseil des droits de l'homme sur les droits fondamentaux, l'élimination de la discrimination raciale, l'utilisation de mercenaires et les droits de l'homme, les travailleurs migrants, la torture et les droits de l'enfant dans les domaines de la prostitution, de la pornographie et des conflits armés. En raison du petit nombre de réunions sur les questions intéressant la police, le travail du représentant de l'Association à New York consistait essentiellement à maintenir des contacts avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de la sûreté et de la sécurité. En 2011 l'Associations a fait part de son expérience au Kosovo lors d'une importante conférence sur la lutte contre la corruption.

En 2010 et en 2011, le représentant de l'Association à l'Unesco a participé aux réunions suivantes : la collaboration avec l'Institut danois pour les droits de l'homme et la Commission européenne sur la violence sectaire (octobre 2010), des contacts avec l'ambassadeur de France à l'Unesco et un bref exposé de l'Association (janvier 2011), le quarantième anniversaire de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (mars 2011), l'invitation du Conseil pontifical pour la culture, sous la présidence du Directeur général adjoint de l'Unesco, à la promotion d'une culture de paix dans le monde (mars 2011), la table ronde de l'Unesco sur le thème « Les répercussions sociales et humaines des migrations internationales », suivie d'une semaine africaine en vue d'instaurer une culture de paix (mai 2011).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association entretient non seulement des relations continues à Genève, New York et Vienne (ONUDC), comme le montrent ses nombreuses activités décrites

dans les paragraphes précédents, et elle est également régulièrement en contact avec l'Unesco.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association ne contribue pas directement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement mais elle s'attache à appeler l'attention sur certains domaines de la criminalité, notamment la traite des êtres humains et la maltraitance à l'égard des enfants, grâce à des partenariats mondiaux et à des initiatives relatives à l'application des lois.

9. Conseil juridique pour les organisations populaires

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

Le Conseil juridique pour les organisations populaires est une ONG brésilienne de défense des droits de l'homme. Il se spécialise dans la justice et la sécurité et élabore plusieurs projets programme, dont notamment le programme de droit international relatif aux droits de l'homme, le programme d'éducation au service de la citoyenneté, le programme de soutien et de protection des témoins, des victimes de violence et de leur famille et le programme de justice pour la citoyenneté. Le Conseil a participé aux activités menées par l'État brésilien dans le cadre du troisième plan national de promotion des droits de l'homme, à la mobilisation et à la formation afin d'assurer des débats concernant ce plan au niveau de l'État et donc l'accession par les autorités publiques et d'autres sphères de l'État.

Objectifs et mission

Les objectifs du Conseil sont les suivants :

- a) Contribuer au respect des droits du citoyen à la sécurité et à la justice sociale, qui sont essentiels pour l'exercice intégral de la citoyenneté et de la démocratie;
- b) Contribuer à l'instauration d'une culture des droits de l'homme qui permet l'enracinement de la règle du droit dans la société;
- c) Contribuer à la protection de la vie, de l'intégrité physique et psychologique, à la conquête de la liberté et de l'égalité des conditions de vie pour plusieurs groupes de population dont les droits fondamentaux sont systématiquement violés;
- d) Promouvoir et défendre les droits de l'enfant et de l'adolescent.

Changements à signaler

Depuis 2009 le Conseil ne coordonne plus le programme de protection des témoins, des victimes de violence de leur famille.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, 81 communications sur les violations des droits de l'homme ont été présentées au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Par ailleurs le Conseil suit l'application des recommandations qui ont été faites au Brésil par les organes conventionnels des Nations Unies entre 1996 et 2009.

Le 11 juillet 2008, le Bureau a reçu Rosa Maria Ortiz, membre du Comité des droits de l'enfant. Le Bureau a mis à jour le site Internet de suivi international avec toutes les recommandations de l'ONU en portugais et en anglais. Il a appuyé des séminaires et des cours sur les droits de l'homme. En 2009 il a contacté le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation mondiale contre la torture et Amnesty International, le Centre pour les droits civils et politiques, Human Rights Watch et le Service international pour les droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le 11 février 2008, le Conseil a participé au groupe de travail du Conseil des droits de l'homme chargé du Brésil et les 7 et 8 novembre 2008 il a participé à une réunion stratégique sur la participation de la société civile au Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Conseil a élaboré une méthode permettant de systématiser les recommandations de l'ONU concernant les droits de l'homme. En 2010 il a construit un modèle de systématisation et commencé à élaborer un processus de suivi de ces recommandations. Ce projet s'est poursuivi en 2011 et 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil a promu trois séries de dialogue sur les relations entre les sexes, les droits de l'homme et l'accès à la justice, il a participé à un séminaire international sur les politiques de prévention de la violence en Amérique latine et il a organisé un cours sur le thème « Les femmes, la santé et le système international » avec des débats sur la situation des sexes dans le cadre international.

10. Saratoga Foundation for women Worldwide**Statut consultatif spécial, 2004****Introduction**

La Fondation promeut des études, l'éducation et le plaidoyer pour les femmes dans le monde afin de promouvoir les droits fondamentaux, la justice économique, l'éducation et le bien-être des femmes et des filles dans tous les pays du monde. Elle promeut l'indépendance économique et l'éducation pour les femmes et les filles.

Objectifs et mission

L'objectif de la Fondation est d'autonomiser les femmes et les filles du monde entier, notamment en leur fournissant des microcrédits et une éducation, en plaidant pour leurs droits fondamentaux, en coopérant avec la population locale pour fournir des services de soins de santé peu coûteux et en promouvant les droits de l'homme en général. Par ailleurs la Fondation étudie le développement des questions de santé environnementale et plaide en faveur de la protection des systèmes écologiques par des programmes d'éducation aux États-Unis d'Amérique.

Changements à signaler

Le changement le plus important intervenu à la Fondation est la mise en place en 2010 de son programme de microcrédit au Kenya où elle a accordé des prêts aux femmes pauvres pour leur permettre de monter leur propre entreprise. Ce programme se développe lentement et le taux de remboursement des prêts a été stable.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation s'attache à autonomiser les femmes pauvres de Matanya, au Kenya, en leur accordant des prêts de faible montant pour leur permettre de mettre en train leur propre entreprise; il s'agit par exemple d'acheter des poules pour en vendre les œufs, de fabriquer et vendre des savons, de coudre des uniformes scolaires pour les vendre, d'acheter des chèvres et d'en vendre le lait et de vendre des vêtements. Par ailleurs la Fondation recueille des fonds pour des livres destinés aux bibliothèques de deux écoles élémentaires. Elle a passé beaucoup de temps à s'entretenir avec les administrateurs et à s'informer sur les élèves qui y sont inscrits.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis que la Conférence annuelle du Département de l'information/Organisations non gouvernementales, qui se tenait à New York, se réunit dans d'autres pays, la Fondation n'est plus en mesure, en raison de contraintes financières, d'y participer. Elle espère pouvoir participer de nouveau à ces réunions dans l'avenir.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation ne participe plus, pour des raisons financières, aux réunions de l'ONU et elle consacre désormais ses ressources à ses programmes de microcrédit au Kenya.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a lancé un programme de microcrédit à Matanya, au Kenya en 2010; grâce à ce programme plusieurs femmes ont bénéficié de prêts de faible montant qui leur ont permis de monter une petite entreprise pour subvenir aux besoins de leur famille. Il a également permis de recueillir des fonds pour acheter des livres destinés aux bibliothèques de deux écoles élémentaires. Grâce à ces deux programmes la Fondation s'efforce d'autonomiser les femmes et de leur donner une indépendance économique pour qu'elle puissent améliorer la nutrition, l'éducation

et le bien-être de leur famille. En appuyant la création de ces bibliothèques la Fondation promeut l'objectif de l'éducation pour tous les enfants au Kenya.

Renseignements complémentaires

La Fondation mène ses activités sur le terrain au Kenya grâce à un directeur local qui coordonne son programme et communique directement avec les femmes bénéficiaires des prêts. Elle a eu l'occasion de s'entretenir avec les administrateurs des deux écoles pour les aider à recueillir des fonds qui leur permettront d'agrandir leur collection de livres. La Fondation espère continuer sa coopération à l'avenir et voir les familles prospérer et bénéficier d'une meilleure santé.

11. World of Hope International

Statut consultatif spécial, 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

Cette organisation continue de travailler conformément au programme du Conseil économique et social grâce à l'élaboration d'initiatives économiques, sociales et environnementales, l'accent étant mis sur le bien-être des femmes et des enfants au Ghana. Pour promouvoir le développement économique elle continue de contribuer à l'alphabétisation et à l'apprentissage du calcul en fournissant un enseignement de niveau primaire et elle a créé une bibliothèque locale pour renforcer le potentiel des enfants, ce qui aura un impact économique positif à court et à long terme. Le succès d'une stratégie économique à long terme dépend de la santé et du bien-être des enfants et des membres de la communauté desservis par l'organisation. Dans ce contexte elle continue de mener ses activités conformément à la mission du Conseil économique et social pour renforcer les initiatives sociales en développant le programme scolaire existant pour offrir un programme de nutrition visant à renforcer le corps et l'esprit des élèves des écoles primaires. En vue de fournir des services à la communauté locale, l'organisation a également, dans le cadre de sa mission, fourni de l'eau potable aux communautés locales avoisinantes. Ses initiatives récentes portent sur sa participation à un réseau d'organisations non gouvernementales et elle a renforcé son partenariat avec les ONG menant des activités au Ghana, ce qui lui a permis d'offrir davantage de services en dépensant moins de ressources. Ce partenariat a renforcé les initiatives durables par la plantation d'arbres et des programmes de formation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont participé aux réunions suivantes : quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission du développement social (New York, 2008-2010), douzième Session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Accra, 2008), Journée internationale des personnes handicapées (New York, 2009), dix-neuvième session de la Commission du développement durable (2011).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a organisé, en coopération avec l'Unicef, une journée de sensibilisation à l'enfance pour promouvoir les droits de l'enfant au Ghana. Elle a

également parrainé une conférence sur le VIH/sida dans le cadre de ses programmes de sensibilisation au VIH au Ghana.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a accordé des microcrédits pour le développement des petites entreprises, en particulier celles qui reposent sur l'agriculture. En partenariat avec l'Institut Kumasi pour la formation, elle a apporté son assistance au lancement de programmes d'aide aux entrepreneurs dans les domaines de l'apiculture et de l'héliciculture. L'organisation a mis en place un programme de nutrition pour les élèves des écoles primaires, qui fournit des repas le matin et l'après-midi et des goûters enrichis de vitamines en fonction de l'âge des élèves. L'organisation a apporté son assistance à la construction de sept puits pour faciliter l'accès à l'eau potable. En vue de lutter contre les maladies véhiculées par les moustiques, elle a acheté et distribué des moustiquaires aux membres des communautés.
